

Le budget—M^{me} Collins

Certains oublient l'industrie manufacturière de cette province, dont les livraisons ont pourtant augmenté sensiblement au cours des deux dernières années. Elles ont progressé trois fois plus vite en Colombie-Britannique que dans le reste du Canada. Selon les prévisions, elles seraient passées de 20.6 milliards de dollars en 1986, à 22.9 milliards en 1987.

Bon nombre de mes collègues ne sont peut-être pas au courant de ces données statistiques. Mais elles révèlent pourtant le dynamisme de l'économie de la Colombie-Britannique qui a créé 140 000 emplois en trois ans et demi, cinq fois plus que sous la férule du gouvernement libéral. Il y a en tout 60 000 chômeurs de moins depuis 1984 contre une hausse de 120 000 chômeurs du temps du gouvernement libéral.

Je trouve toujours intéressant d'attirer l'attention de la Chambre sur d'autres indicateurs économiques. Les ventes au détail, ou l'indice de la consommation, à savoir les produits qu'achètent les gens, a augmenté de 13 p. 100 depuis un an. C'est beaucoup plus que le taux de croissance général dans ce domaine. Au demeurant, les ventes au détail ont augmenté de 36 p. 100 depuis les dernières élections générales.

Pour revenir à la construction de nouveaux logements, il faut dire que celle-ci suscite une très forte demande de bois de construction. En 1987, la construction de nouveaux logements était 40 p. 100 plus élevée qu'en 1986, 64 p. 100 plus élevée qu'en 1985, et 92 p. 100 plus élevée qu'en 1984. Cela signifie que beaucoup plus de gens ont leur maison ou vivent dans un nouveau logement. L'activité a été fébrile dans le secteur de la construction de même que dans celui du meuble et des appareils ménagers par suite de la construction de nouveaux logements.

Je pourrais poursuivre encore longtemps, mais pour conclure, je vais parler d'un dernier indicateur. Lorsque je lis les journaux locaux, le *Vancouver Sun* ou le *Province*, je m'intéresse aux offres d'emploi et surtout à celles qui se trouvent dans la section des affaires. Je me rappelle qu'elles étaient plutôt maigres il y a quelques années. On se demande toujours ce que l'on va faire lorsqu'on va quitter la politique et on jette toujours un coup d'oeil sur ces annonces pour voir s'il s'y trouve quelque emploi intéressant. Je n'en ai pas relevé beaucoup en ces années-là mais, depuis septembre 1984, les offres d'emploi sont 90 p. 100 plus nombreuses, comparé à la chute de 53 p. 100 qu'elles avaient accusée au cours du dernier mandat des libéraux. Il y a une demande réelle de travailleurs en Colombie-Britannique. Je tenais seulement à porter ces questions à l'attention de mes collègues.

Il s'est produit bien des choses au cours des trois dernières années et demie. Je ne pourrai pas les citer toutes ici. Le chef de l'opposition a parlé de l'accord de libre-échange. Dans l'esprit de mes électeurs—et nous en avons beaucoup discuté—cet accord est la clé de la croissance économique grâce aux possibilités d'exportation qu'il offre. Le gouvernement les encourage à exploiter les marchés des pays d'Asie situés sur le Pacifique. Les nouveaux programmes, la multiplication de nos bureaux dans cette région et l'initiative concernant l'exploitation de ces marchés, que nous finançons de concert avec le gouvernement provincial, offrent tous des possibilités très innovatrices.

Il se passe des choses très excitantes, comme la réforme fiscale qui va instaurer une fiscalité plus équitable, réduire les

impôts de 80 p. 100 des ménages, et supprimer ceux de 850 000 Canadiens à faible revenu. Cela aussi c'est important.

Il est assez étonnant de voir que les partis d'opposition s'opposaient au projet visant à faire de Vancouver un centre bancaire international. L'idée suscite cependant beaucoup d'intérêt. Le budget, comme élément d'un plan de renouveau économique, joint à toutes les autres activités du gouvernement, procurera de nouvelles chances de développement et une sécurité nouvelle aux Canadiens. Je suis fier de décerner la médaille d'or pour sa performance à mon collègue, le ministre des Finances.

M. Althouse: Monsieur le Président, la députée a bien raison de décerner la médaille d'or au ministre des Finances (M. Wilson), surtout pour la façon dont il contrôle le déficit et s'occupe de la dette publique. Nous constatons d'après les documents budgétaires que la dette publique a augmenté de près de 100 milliards de dollars depuis qu'il est chargé de ce portefeuille. La dette publique, d'après ses propres documents, s'élève maintenant à 51,8 p. 100 du produit national brut chaque année, contre 44 p. 100 quand il est entré en fonctions. Il a en fait établi des niveaux nouveaux pour la dette publique, qui n'ont pas été surpassés depuis les années de la Seconde Guerre mondiale lorsque nous tâchions de financer une guerre.

Je me demande si c'est à cela que songeait le ministre quand elle faisait l'éloge de la façon dont le ministre gérait la dette publique, étant donné qu'il l'a portée au niveau le plus élevé que le pays ait jamais connu et qu'il a contribué pour plus de 30 p. 100 à son accumulation en trois ans et demi à peine.

Mme Collins: Monsieur le Président, il me fera certes plaisir de répondre à cette question et d'expliquer encore une fois qu'il s'agit ici de deux choses, le déficit annuel et la dette accumulée. Tout d'abord, il nous a fallu nous attaquer au déficit annuel de 38 milliards de dollars.

Peut-être mon honorable collègue peut-il suggérer des moyens de réduire ce déficit à zéro sans entraîner de répercussions négatives. Il aurait peut-être augmenté les impôts. Il aurait peut-être éliminé entièrement les mesures sociales et les paiements de transfert, mais il faut être réaliste.

Le gouvernement a renversé la tendance à la hausse pour faire baisser le déficit annuel et ralentir le taux de croissance de la dette.

Je signale à mon honorable collègue que le montant net de la dette avait doublé entre 1981-1982 et 1984-1985. Ensuite, comme le déficit a diminué, le taux de croissance de la dette publique a sensiblement ralenti. De fait, il tombera à 10 p. 100 en 1988-1989 alors qu'il était en moyenne de 24 p. 100 par année jusqu'en 1984-1985.

Mon honorable collègue a certainement lu les projections qui ont été publiées. Si le déficit tombe de 8,6 p. 100 du produit intérieur brut en 1984-1985 à 2,6 p. 100 en 1992-1993, la dette publique nette calculée en pourcentage du PIB baissera aussi graduellement.

Cela prendra quelque temps parce que nous ne pouvons pas tout changer du jour au lendemain, mais l'orientation que nous voulons donner à l'économie est appropriée et nos lignes de conduite aussi.